Le 1er octobre 2024

Faire de la protection de l'enfance *une priorité nationale !*

Le 25 septembre, le collectif des 400 000 (CNAPE, CNAEMO, syndicat employeur, associations nationales…) lance un appel pour faire « de la protection de l'enfance une priorité nationale ».

Une prise de conscience, il était temps : mais !

Les salarié·e·s avec l'UFAS CGT, dénoncent depuis des années la situation catastrophique de la protection de l'enfance et réclament des moyens à la hauteur des besoins pour toute la protection de l'enfance :

- ***SANS suppression de structures au gré des humeurs politiques…***
- ***SANS mesure budgétaire où des services, telle la prévention spécialisée, servent de variables d'ajustement.***
- ***SANS établissement où les accords d'entreprise maintiennent les salarié·e·s dans des conditions de travail précaires, délétères, indignes, culpabilisantes, qui s'apparentent de plus en plus à du bénévolat et à de l'exploitation.***

Ces dernières années, l'alerte a été donnée à plusieurs reprises : rapports institutionnels, commissions, dont le livre blanc du Haut Conseil du Travail Social remis à plusieurs ministères en décembre 2023 qui confirment les glissements de tâches, la déqualification, la dégradation des conditions de travail, le précariat, la montée de l'autoritarisme, l'augmentation très inquiétante des RPS, les burn-outs…

Au sein de ce collectif, des signataires (grandes associations, Nexem) évoquent leurs difficultés de recrutement… Mais dans le même temps, toutes propositions d'amélioration conventionnelle et des salaires sont bloquées.

Dans notre secteur, seul le Ségur/Laforcade a été arraché grâce aux luttes et aux mobilisations. Pourtant, il reste encore des professionnels exclus : dans la Fonction Publique de l'action sociale, des métiers ou fonctions, les salarié·e·s en formation : **c'est inadmissible, intolérable**.

Aujourd'hui, ces mêmes employeurs qui réclament des moyens évoquent la Convention Unique qu'ils veulent au rabais, en mettant en place des salaires au mérite. **Pour la CGT, c'est NON !**

Pour toutes ces raisons, *c'est le 1er octobre*

que l'UFAS CGT appelle toutes et tous à porter haut et fort nos revendications

Fédération Santé et Action Sociale - 09/2024 - Ne pas jeter sur la voie publique.

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil CEDEX - revendic@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 88